

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 05/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KALHYGE (Ex Initial BTB)**

Zone Artisanale  
du Clos de la Rode  
11590 CUXAC D AUDE

Références : 2022-621  
Code AIOT : 0018200064

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2022 dans l'établissement KALHYGE (Ex Initial BTB) implanté Zone Artisanale du Clos de la Rode 11590 CUXAC D AUDE. L'inspection a été annoncée le 01/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KALHYGE (Ex Initial BTB)
- Zone Artisanale du Clos de la Rode 11590 CUXAC D AUDE
- Code AIOT : 0018200064
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Kalhyge à Cuxac d'Aude est une blanchisserie industrielle, autorisée pour laver 20 tonnes de linge par jour (vêtements de travail, draps, serviettes, torchons, tapis, etc.). Elle utilise essentiellement de l'eau chaude et des produits lessiviels. Les rejets d'effluents industriels sont pré-traités sur le site puis dirigés vers la station d'épuration urbaine de la commune.

Un dispositif de réception, de tri, de repassage, de traçabilité, de stockage et d'expédition complète l'organisation générale du site.

Le site est historiquement présent sur la commune de Cuxac d'Aude dans un secteur devenu sensible aux inondations et protégé depuis par des digues.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 7.6.3	/	Sans objet
3	Réservoirs	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 7.6.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Rétention consigne	Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 7.6.1	/	Sans objet
5	Retention extérieur	Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 4.3.12	/	Sans objet
6	Bâtiments et locaux : zonage	Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.2.1	/	Sans objet
7	Bâtiments et locaux : Murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.2.1	/	Sans objet
10	Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations	Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.5.4	/	Sans objet
11	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.7.4	/	Sans objet
12	Dispositif de désanfumage	Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.2.7	/	Sans objet
13	Installations électrique : Vérification	Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Ateliers d'entretien - bureaux et locaux sociaux	Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.2.3	/	Sans objet
9	Local chaufferie	Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.2.4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Globalement, le site reste bien tenu. Cependant, des actions sont nécessaires afin de maintenir un bon niveau fonctionnel des équipements et installations et éviter des dérives d'exploitation.

### **2-4) Fiches de constats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Centrale incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Liste des rubriques ICPE de la nomenclature des installations classées concernée par l'activité du site :</p> <p>2340 2910 1434 1432 1510 1611 1630 2920</p>
<p><b>Constats :</b> Des évolutions sont apportées aux installations mais sans impact sur le classement du site qui reste soumis au régime de l'enregistrement tel que défini par la rubrique ICPE n° 2340.</p> <p>Un porté à connaissance est actuellement en cours de rédaction et, selon les indications de l'exploitant, devrait être disponible d'ici fin janvier 2023.</p> <p>Ce PAC devrait apporter des éléments précis sur plusieurs thématiques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- description précise des installations actuelles,</li> <li>- classement précis vis-à-vis de la rubrique entrepôt n° 1510,</li> <li>- gestion des flux thermiques et murs coupe-feu,</li> <li>- gestion des eaux d'extinction,</li> <li>- gestion des fossés extérieurs,</li> <li>- ...</li> </ul> <p>Action retenue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- déposer le PAC sous 1 mois.</li> </ul> <p>Afin de suivre le délai de remise de ce PAC dans les délais accordés, la suite "susceptible de suite" est retenue.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>...</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p> <p><b>Constats :</b> La configuration des installations ne respecte pas en totalité l'objectif de cette prescription.</p> <p>Plusieurs points sont identifiés et relevés, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les produits lessiviels sont stockés par groupes de compatibilité,</li> <li>- un plan de stockage et une grille de compatibilité des produits sont disponibles,</li> <li>- les stockages sont tous sur des rétentions spécifiques,</li> <li>- certains produits (eau oxygénée, multicare émulsion, lessive de soude, javel, acide sulfurique) sont stockés en cuves aériennes et disposent de leurs propres rétentions ouvertes,</li> <li>- certaines rétentions sont encombrées par des dépôts et ne permettent pas un contrôle du bon état de la rétention et/ou du réservoir,</li> <li>- le système de pompes doseuses des produits est placé sur rétention sans distinction des produits réactifs entre eux et sans respecter la grille de compatibilité.</li> </ul> <p>Actions retenues : (15 jours)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- procéder au nettoyage des rétentions,</li> <li>- procéder au contrôle du bon état des rétentions,</li> <li>- mettre en place une traçabilité relative à la réalisation de la vérification périodique de l'état des rétentions et, le cas échéant, des actions engagées,</li> <li>- respecter la grille de compatibilité des rétentions destinées à recueillir les écoulements au niveau des pompes doseuses des produits (un délai de 3 mois est retenu en raison des modifications éventuellement nécessaires et que les volumes en jeu restent faibles).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Réservoirs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. ...
<b>Constats :</b> Situation relevée le jour de la visite : <ul style="list-style-type: none"><li>- la vérification et la consignation du bon état des réservoirs aérien (confirmation du maintien de l'intégrité des réservoirs) n'est pas effectif,</li><li>- certaines rétentions sont encombrées par des dépôts et ne permettent pas un contrôle du bon état de la rétention et/ou du réservoir.</li></ul> Actions retenues : (15 jours) <ul style="list-style-type: none"><li>- procéder au nettoyage des rétentions,</li><li>- procéder au contrôle du bon état des réservoirs,</li><li>- mettre en place une traçabilité relatif à la réalisation de la vérification périodique de l'état des réservoirs et, le cas échéant des actions engagées.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Rétention consigne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2008, article 7.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention : consigne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de consigne écrite relative aux vérifications d'étanchéité des rétentions.  Action retenue : (1 mois) <ul style="list-style-type: none"><li>- rédiger et présenter une consigne écrite relative aux actions de vérifications d'étanchéité des rétentions.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 4.3.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fossés extérieurs : configuration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 4.3.12 : Valeurs limites des eaux pluviales susceptibles d'être polluées</p> <p>...</p> <p>Les eaux pluviales tombant à l'intérieur de l'établissement sur les aires de stationnement, les voies de circulation et les zones imperméabilisées de manœuvre des véhicules et engins, sont collectées et dirigées vers les fossés qui ceinturent le site après traitement (article 3.6.1.3).</p> <p>Les fossés qui ceinturent le site doivent être fermés ou doivent pouvoir être isolés de l'ensemble des exutoires de la zone et être régulièrement entretenu et avoir en permanence un volume utile de rétention d'au moins 360 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant s'assure en permanence que l'ensemble des équipements d'évacuation des eaux pluviales à l'intérieur du site et à l'extérieur du site sont correctement dimensionnés, aménagés et entretenus pour permettre aux eaux pluviales d'être collectées, traitées et évacuées en tout temps. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les modalités à mettre en œuvre afin de respecter la prescription :</p> <p>"Les fossés qui ceinturent le site doivent être fermés ou doivent pouvoir être isolés de l'ensemble des exutoires de la zone, être régulièrement entretenus et avoir en permanence un volume utile de rétention d'au moins 360 m<sup>3</sup>."</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une organisation relative aux actions à mettre en œuvre vis-à-vis des eaux d'extinction susceptibles d'être générées en cas d'incendie à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Action retenue : (fin janvier 2023)</p> <p>- rédiger et présenter une organisation destinée à gérer les eaux potentiellement souillées ainsi que les eaux d'extinction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Bâtiments et locaux : zonage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.</p> <p>Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.</p> <p>La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés et protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.</p> <p>A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan de zonage des risques identifiés au sein de son site. Ce zonage demande à être complété pour y intégrer des zones notamment concernées par le risque incendie (zone de réception du linge sale ...).</p> <p>Selon l'exploitant, l'ensemble des éléments justificatifs seront actualisés dans le cadre du PAC en cours de réalisation et dont la remise est prévue pour fin janvier 2023. (voir constat n° 1).</p> <p>Il est pris acte de cette échéance et du suivi de celle-ci.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Bâtiments et locaux : Murs coupe-feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Murs coupe-feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour les murs ou parois séparatifs.</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de galeries techniques, sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs et parois séparatifs.</p> <p>Les portes communicantes entre les zones doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des zones.</p> <p>La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de la visite, cette prescription n'est pas respectée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les portes de séparation placées dans les murs coupe-feu comportent des ouvertures permanentes et ne répondent pas au critère coupe-feu (2 heures),</li> <li>- une porte ne ferme pas automatiquement et est maintenue ouverte du côté de la chaufferie,</li> <li>- la qualité du rebouchage du passage gaine électrique dans le mur séparatif au niveau de la chaufferie est à justifier afin de s'assurer du respect du degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour le mur séparatif.</li> </ul>
<p>Action retenue : (2 mois)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- remplacer les portes qui ne répondent pas au critère coupe-feu 2 heures,</li> <li>- équiper les portes de fermeture automatique.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Ateliers d'entretien - bureaux et locaux sociaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ateliers d'entretien - bureaux et locaux sociaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ateliers d'entretien du matériel, les bureaux et les locaux sociaux doivent présenter les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes : - murs et planchers REI120 (coupe-feu de degré 2 heures), - portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 30 (coupe-feu de degré 2 heure).
<b>Constats :</b> Voir constat n°7 et échéance associée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Local chaufferie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Local chaufferie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet à l'extérieur des zones d'activités ou isolé par une paroi coupe-feu REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). Toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes pare-flamme de degré une demi-heure, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré 2 heures (y compris les vitrages, les quincailleries et leurs dispositifs de fermeture EI 30). ...
<b>Constats :</b> Voir constat n°7 et échéance associée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive. Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter des éléments de réponses sur un délai raisonnable entre le déclenchement d'une alarme et, le cas échéant, la mise en œuvre de moyens d'extinction.  Action retenue : (3 mois) Il est demandé à l'exploitant d'apprécier le temps nécessaire entre le déclenchement d'une alarme incendie et la mise en œuvre des moyens d'extinction en tenant compte de la chaîne d'alerte, de la localisation des personnes d'astreinte, des vérifications de levée de doute ... afin de se prononcer sur l'objectivité du dispositif en place et des modifications utiles qui s'imposeraient. Un exercice incendie organisé en ce sens s'avérerait utile pour mesurer et vérifier l'ensemble des délais relatifs à la chaîne d'information, de levée de doute, d'intervention et d'action.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Ressources en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En ce qui concerne la ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, celle-ci est constituée de 3 poteaux d'incendie normalisés, situés à moins de 100 mètres des zones d'activité et de stockage et réparti autour du site : chaque poteau d'incendie devra permettre simultanément un débit de 60 m3/h pour 2 bar, un débit de 60 m3/h pour 3 bar, un débit de 70 m3/h pour 2 bar. L'exploitant s'assure de leur disponibilité opérationnelle permanente .
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'accès à la réserve incendie extérieure est partiellement gêné par des stockages placés devant la bouche de connexion.  Action retenue : (15 jours) - procéder au dégagement "large" afin de permettre un accès libre et facile à la bouche de connexion de la réserve incendie extérieure.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Dispositif de désanfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> ... La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés du bâtiment de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. ...
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, il est constaté l'absence de commande manuelle d'un dispositif de déclenchement de trappe de désenfumage.  Action retenue : (2 jours) - vérifier l'ensemble des commandes manuelles des dispositifs de déclenchement des trappes de désenfumage et s'assurer de la présence permanente des commandes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Installations électriques : Vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électriques en date du 6 janvier 2022 et réalisé par le bureau de contrôle DEKRA. La vérification n'est pas exhaustive car beaucoup de zones (spécifiées dans la partie "limite de la vérification") ont été écartées du contrôle.  Par ailleurs, l'appréciation de la conformité doit être levée vis-à-vis du commentaire de DEKRA qui stipule : "Dans le cas où la chaufferie est applicable à l'arrêté du 23 juin 1978. Le passage de toutes canalisations électriques qui ne sont pas nécessaires au fonctionnement propre de la chaufferie est interdit."  Actions retenues : (1 mois) - produire un rapport de vérification des installations électriques exhaustif, - produire les éléments d'appréciation relatifs à la remarque DEKRA au niveau de la chaufferie et des canalisations.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet